



La page mensuelle de Tabadool

17 milliards d'€ d'investissement dans les secteurs prioritaires incluant les PME - Fin 2022, le conseil d'administration du Fonds Européen pour le Développement Durable Plus (FEDD+) a approuvé 24 nouveaux programmes de garantie contribuant aux objectifs des Plans Economiques et d'Investissement de l'UE. Les 2,4 milliards d'euros devraient déclencher 17 milliards d'euros d'investissements dans les énergies renouvelables, le numérique, le secteur privé et le financement des PME. Le FEDD+ dans le cadre de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI) - Global Europe, peut déployer jusqu'à 40 milliards de garanties dans les pays partenaires. Considérée comme [une bonne pratique servant les ODDs](#), il comprend 26,7 milliards d'euros gérés par la BEI pour les opérations du secteur public dans les domaines des énergies propres, des infrastructures vertes et de la santé, et jusqu'à € 13 milliards déployés par des institutions financières internationales. Les accords qui seront signés avec 11 institutions financières européennes et internationales prévoient une mise en œuvre de trois ans, les interventions dans le Voisinage Sud visant la transition et la sécurité énergétiques.

Le Business Country Desk (BCD), une plateforme gratuite de services pour les PME - « BCD » est une plateforme en ligne qui soutient le commerce et l'investissement dans les 10 pays du sud méditerranéen, et promeut les partenariats Nord-Sud ou Sud-Sud entre les opérateurs économiques de la région. Elle se concentre sur: les chaînes d'approvisionnement; le marketing et la commercialisation de produits et services; l'investissement direct étranger direct; le transfert de technologie et les opportunités d'affaires. La plateforme, développée dans le cadre du projet EBSOMED cofinancé par l'UE, s'articule autour de quatre guichets : [MED BUSINESS HelpDesk](#) fournissant des informations sur le climat des affaires, le contexte socio-économique, réglementaire et politique, ainsi que les secteurs clés dans chaque pays cible; [Partnership](#), un moteur de recherche multicritères rassemblant des profils détaillés de - et permettant de contacter - des partenaires commerciaux potentiels ; [EuroMed Business Matching](#), un outil événementiel, renforçant les partenariats ; et [E-learning](#), offrant un accès gratuit à des cours en ligne sur par ex. conception de projets, stratégies numériques, internationalisation et accès au financement. Le projet a été initié par [BUSINESSMED](#), qui représente les intérêts de 25 confédérations d'entreprises dans les États membres de l'[UpM](#).

uTradeHub : Facilitation des échanges pour les TPME - Le cas coréen - Lancée en 2006 auprès de 16 000 PME, le guichet unique [uTradeHub](#) compte aujourd'hui plus de 120 000 PME enregistrées, dont la moitié utilise le portail Internet pour les certificats et déclarations d'exportation. Le système "Integrated Delivery Request" a permis de réduire drastiquement les délais: de 3 heures à 45 mn pour les livraisons; 5 heures à 30 minutes pour l'émission des certificats de change, de 500 minutes à 15 minutes pour la déclaration d'exportation; et de 30 à 1 minute pour les certificats d'achat. L'[uTradeHub](#) est aussi un catalyseur [du financement de la chaîne d'approvisionnement](#) pour les PME, ceci grâce à : l'exemption de justificatifs pour le remboursement et l'exonération des taxes locales; le partage des données de TVA entre agences ; la certification « export » des documents locaux (L/C). Les banquiers sont particulièrement intéressés par l'identification des exportateurs indirects, notamment les PME à la recherche de financement; un pipeline de clients éligibles aux prêts concessionnels de la Banque de Corée ; le contrôle des risques et la traçabilité renforcés, la prévention de la fraude et un historique de crédit accessible permettant une réduction des coûts administratifs. Participant à la mise en œuvre de [l'AFE de l'OMC](#), les services douaniers coréens ont fourni des services d'appui à l'Algérie et à la Jordanie (2018), ainsi qu'à la Tunisie en

2020, notamment dans les domaines de la réingénierie des processus et l'élaboration de plans directeurs pour les douanes.

RSE dans les « Hauts-de-France » : un précieux retour d'expérience - Le 9 février 2023, le Programme MED MSMEs participait au dialogue organisé à Tunis par le [CCI](#) intitulé "Comment la transition numérique peut favoriser la transition verte?" Le [cas présenté](#) portait sur la RSE dans la région française des « Hauts-de-France », un poumon économique qui fait face à de nombreux défis. En réponse, la Chambre de commerce, la Région et le réseau Alliances ont lancé en 2011 le programme [REV3](#), qui aide les PME à gérer les transitions, énergétique, technologique et sociétale. Le [Baromètre RSE 2022](#) sur la région mesure les progrès accomplis depuis 2011 et apporte des enseignements utiles : Sur 10 ans, la principale motivation de l'engagement dans une démarche RSE - qui reposaient sur les convictions du chef d'entreprise - est en train de dériver vers l'engagement des salariés et l'exigence des clients (à l'inverse, les actionnaires et la concurrence, n'ont que peu de poids). Autre élément, il reste encore 39% des entreprises qui n'ont toujours pas entendu parler de la RSE, les 61% autres soulignant le rôle des associations dans leur sensibilisation et mettant en exergue l'absolue nécessité de communiquer par le biais de «champions». Le rôle clé de la [future Directive européenne](#) a aussi été souligné : 12,800 grandes sociétés et 4,000 hors Europe seront concernées avec des répercussions inévitables pour les PME françaises, mais aussi celles du Sud méditerranéen.

La numérisation n'est plus une option pour les IFNB - L'écosystème du financement des PME devrait encore se transformer avec 1) l'adoption du modèle d'open banking par les grandes banques et 2) l'émergence de la fintech facilitée par les régulateurs (comme la [DSP2 en Europe](#) et le big data). Les Institutions Financières Non Bancaires (IFNB) joueront un rôle central dans cette transformation : mais que ce soient les acteurs existants ou les nouveaux entrants (sociétés fintech, gestionnaires de crypto-actifs, ou fournisseurs d'[API](#)), tous devront se digitaliser pour rester dans la course. Fort de ce constat, le 7 mars 2023, le programme MED MPME a organisé une session de formation d'une journée sur *Comment les IFNB peuvent-elles capitaliser sur le numérique pour offrir des services innovants, réduire les coûts d'exploitation et mieux gérer les risques*. La formation a réuni 50 participants de 7 pays, dont des décideurs politiques, des régulateurs et des professionnels d'IFNB. Le format a permis d'adresser des questions précises et d'échanger avec les pairs, tout en assurant la diffusion de pratiques inspirantes. Le support de la formation est accessible [ici](#) - L'enregistrement est accessible [ici](#).

Le "RIA PME" du texte établissant le guichet unique des douanes de l'UE - L'impact de toutes les réglementations clés de l'UE est examiné ex ante du point de vue des PME avec les outils du [Small Business Act](#) pour l'Europe. De fait, [l'analyse d'impact réglementaire](#) (RIA en anglais) a été appliquée au texte établissant le [guichet unique des douanes de l'UE](#), texte adopté en décembre 2022. Ce règlement vise à améliorer le partage d'informations entre les administrations douanières et les autorités gouvernementales chargées des formalités non douanières à la frontière de l'UE (ex. santé, sécurité, protection de l'environnement, agriculture). Les opérateurs s'acquitteront plus facilement des formalités grâce à un système centralisé interconnectant les systèmes d'importation, d'exportation et de transit des États membres avec les systèmes non douaniers de l'Union ([EU CSW-CERTEX](#)). [L'analyse d'impact](#) (AI) a souligné que les PME sont affectées de manière disproportionnée par la complexité administrative et que les PME bénéficieront fortement du paquet de services Business-2-Government. L'AI prévoit également une réduction des distorsions de concurrence entre les États de l'UE, ce qui aura un effet positif sur le tissu des PME européennes. Les dernières [lignes directrices RIA ICI](#).

